

Initiatives ministérielles

J'ai deux points à faire valoir auprès de ma collègue en ce qui concerne le financement des programmes établis, notamment en ce qui a trait à ses répercussions pour les maisons d'enseignement postsecondaire, les hôpitaux et les cliniques de tout le Canada.

Je sais que la députée a insisté sur les conséquences néfastes du budget pour la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario, soit les trois provinces qui ont vu leur financement réduit par le gouvernement fédéral. Je tiens à lui signaler deux points qu'elle voudra peut-être commenter. Je ne lui demande qu'une très brève réaction, si possible.

Ces deux ou trois derniers jours, un récipiendaire canadien du Prix Nobel, j'ose presque dire un ancien Canadien, M. Polanyi, a fait savoir que le niveau des activités de recherche et de développement au Canada était scandaleusement faible. Il s'est dit gêné, je crois, de même faire allusion aux genres de programmes qu'on a l'impression de mener au Canada dans les domaines de la recherche et du développement.

Compte tenu de l'incapacité constitutionnelle du gouvernement fédéral de s'impliquer dans l'éducation de tous les Canadiens, si ce n'est au niveau postsecondaire, compte tenu du fait que le gouvernement fédéral peut se servir de l'éducation postsecondaire pour promouvoir l'égalité entre tous les Canadiens, stimuler la recherche et le développement et fixer un objectif d'envergure nationale, soit utiliser les deniers publics non seulement pour instruire et bien préparer la société canadienne, mais aussi pour stimuler la recherche et le développement de façon à répondre aux besoins technologiques de demain, et compte tenu du fait que le gouvernement a choisi de ne pas agir dans le sens que lui permet la Constitution, mais de bloquer plutôt les fonds devant aller aux trois provinces qui semblent en meilleure posture, si l'on en juge par leur prospérité économique, ma collègue peut-elle nous dire si elle a pu apprendre du gouvernement ou du ministre des Finances s'ils prévoient compenser d'une façon ou d'une autre pour les fonds que le ministre des Finances ne met plus à la disposition des Canadiens qui veulent établir un même standard d'excellence pour tous les Canadiens dans les domaines de la technologie, de la recherche et de l'enseignement postsecondaire?

• (1720)

Le gouvernement pourrait-il faire autrement que de supprimer les fonds de ces provinces? Le gouvernement

se propose-t-il, en fait, de donner quelque chose aux sept autres provinces qui ne partagent pas ces mêmes possibilités?

La présidente suppléante (Mme Champagne): La députée de Sudbury sera heureuse d'apprendre qu'elle dispose encore de quelques minutes pour répondre.

Mme Marleau: En toute honnêteté, je me dois de répondre à mon collègue: non, le gouvernement n'a rien prévu d'autre.

La faculté qu'a le gouvernement de tenir des discours creux ne finira donc jamais de m'étonner. Lors de l'assemblée générale conservatrice du 25 août 1989, le premier ministre a déclaré de sa belle voix grave: «Notre gouvernement fera sa juste part pour que tous les jeunes Canadiens bénéficient d'une éducation de première qualité pour être en mesure de relever un défi de calibre mondial.» Il a tout simplement dit une chose et fait le contraire, comme le gouvernement conservateur n'a eu cesse de le faire depuis cinq ans.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Je tiens tout d'abord à féliciter ma collègue pour son intervention.

J'ai eu l'occasion d'entendre nombre de personnes de ma circonscription et d'ailleurs au Canada au cours des derniers mois. Beaucoup, surtout chez les travailleurs, souffrent d'un grave sentiment d'impuissance et ont le moral bien bas.

Si l'on veut favoriser la compétitivité, faire naître un sentiment de productivité nationale ou de compétitivité mondiale, il faut pouvoir compter sur une population active heureuse et productive. Si, au beau milieu d'une période difficile pour la population active, le gouvernement décide soudain de compliquer encore les choses en imposant une taxe aussi complexe qu'inutile, la TPS pour ne pas la nommer, je me demande si cette mesure dissuasive, cette pression supplémentaire ne va pas exacerber les tensions que subissent nos régimes de soins de santé et nos services municipaux.

Ne vaudrait-il pas mieux que le gouvernement s'efforce d'élargir son assiette de revenu et d'accroître la productivité. Ne vaudrait-il pas mieux aussi qu'il cherche les racines du mal au lieu d'examiner en technocrate l'opportunité de nouvelles taxes? Qu'il cherche les racines du mal et se rende compte que, pour avoir une productivité qui finira par rapporter et même réduire le fardeau que doivent porter nos services et nos soins de santé, le gouvernement devrait commencer par le commencement